

Finance responsable et solidaire : les partis politiques s'accordent

Ce samedi 20 novembre, les représentants des partis politiques francophones se sont prononcés, à l'occasion des états généraux de la finance responsable et solidaire, pour une séparation nette entre les banques de dépôt et les banques d'investissement.

Presque 500 personnes se sont pressées ce samedi 20 novembre aux états généraux de la finance responsable et solidaire, organisés par le Réseau Financement Alternatif à Bruxelles. Cet événement unique et sans précédent a réuni des personnes de tous bords désireuses de s'informer sur la finance responsable et de rencontrer des citoyens engagés sur le terrain. Riccardo Petrella (Comité International pour le Contrat Mondial de l'Eau) et Eric de Keuleneer (Solvay Brussels School of Economics) étaient invités à donner leur vision sur la finance responsable et solidaire. Ce fut également, pour les représentants des mondes politique et syndical, l'occasion de réagir sur le **manifeste de la finance responsable et solidaire**, rendu public ce jour-là par le Réseau Financement Alternatif.

Le manifeste de la finance responsable et solidaire balaie 12 points essentiels sur lesquels peuvent agir les différents niveaux de pouvoir pour œuvrer à une société plus juste et plus humaine :

1. Arrêter les investissements dans des activités socialement nuisibles
2. Tenir l'épargne hors de portée des spéculateurs et l'injecter dans l'économie réelle
3. Rendre les investissements bancaires transparents
4. Déterminer une norme minimale pour l'investissement socialement responsable
5. Renforcer et utiliser le pouvoir politique des élus et de la société civile
6. Stimuler un financement de la transition vers une société éco-solidaire en Belgique
7. Stimuler un financement de la transition vers une société éco-solidaire dans le monde
8. Garantir l'accès aux services bancaires de base mais aussi d'épargne et de crédit
9. Faire la promotion de l'épargne et soutenir un accès au crédit responsable
10. Établir une fiscalité éco-solidaire
11. Responsabiliser les banques sur le plan sociétal
12. Donner le bon exemple

Ces points furent abordés lors du débat mettant en présence Thierry Bodson (FGTB), François-Xavier de Donnea (MR), Joseph George (CDH), Georges Gilkinet (Ecolo), Thierry Jacques (MOC) et Karine Lalieux. Les représentants des quatre grands partis politiques francophones sont tombés d'accord sur la nécessité de séparer les activités de banque de dépôt de celles de banque d'investissement afin que les risques inhérents à ces dernières ne portent pas préjudice aux premières. Une telle séparation permettrait de préserver la solvabilité des banques de dépôt, de rassurer les épargnants et soutenir un accès responsable au crédit pour les entreprises et les ménages.

Ces propos, acceptés par l'ensemble de la classe politique montre la volonté de cette dernière à mettre à l'ordre du jour les préceptes de bonne gouvernance dans les instances financières.

Annexes :

[Résumé du manifeste 2010](#)

[Manifeste complet](#)

[Compte-rendu des états généraux](#)

Contact Presse :

Laurence Roland au 02/340.08.65 ou au 0497/51.50.74

Email : laurence.roland@rfa.be

